

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES VALLÉES DE LA BRAYE ET DE L'ANILLE

Délibération N°20251212

L'an deux mil vingt-cinq, le onze décembre à 19h30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Vallées de la Braye et l'Anille légalement convoqué s'est réuni à Lavaré en séance publique sous la Présidence de Monsieur LEROY Michel.

Étaient Présents :

Date de convocation	MM. BORDEAU Christian, BOSNYAK Yvan, CHABILLANT Jean-Luc, FLAMENT Dominique, GAUTHIER Renaud, GRÉMILLON Patrick, GUIBERT Aris, LABURTHER-TOLRA Benjamin, LACOCHE Jacques, LEBERT Philippe, LEDIEU Christophe, LEROY Michel, MARIAIS Jean-Pierre, MASSÉ Nicolas, MERCIER Marc, MORIN Sébastien, NICOLAÏ Christophe, PLUT Jean-Claude, VADÉ Prosper et Mmes BONNEFOY Béatrice, DAVID Isabelle,
3 décembre 2025	GERMAIN Martine, JUMERT Annie, LELONG Françoise, MERCIER Nadine, NELET Annie, PRIEUR Sergine, ROUGET Anne-Marie, RENARD Candy, STERBA Éléonora, membres titulaires, MM. CHERON Erick, HUGUET Jean-Pierre, membres suppléants.
Date d’affichage	
3 décembre 2025	
Nombre de conseillers	
En exercice : 42	

Étaient excusés :

Mme BESNIER Claire donne pouvoir à Mme NELET Annie
Mme BRIGANT Nicole donne pouvoir à M. MASSÉ Nicolas
Mme GAUTIER Cindy donne pouvoir à M. LEDIEU Christophe
M. GUIBERT Cédric donne pouvoir à M. GUIBERT Aris
M. MARTEL Jean-Pierre donne pouvoir à M. LABURTHE-TOLRA Benjamin
Mme MENU Catherine donne pouvoir à M. MERCIER Marc
M. DUPIN Christian remplacé par son suppléant M. CHÉRON Erick
M. POTTIER Louis remplacé par son suppléant M. HUGUET Jean-Pierre
M. CHÉRON Michel

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

072-200072692-20251211-20251212-DE

M. FOUCAULT Yves

Accusé certifié exécutoire

M. JAMOIS Xavier

Réception par le préfet : 17/12/2025

M. PARIS Hubert

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

072-200072692-20251211-20251212-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2025

Monsieur MORIN Sébastien est nommé secrétaire de séance.

OBJET : RESSOURCES HUMAINES
ADHÉSION À LA CONVENTION SANTÉ AU TRAVAIL 72

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L. 136-1 et L.812-3 à L.812-5,
Vu le code du travail,
Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
Vu l'avis du Comité social départemental du 27 novembre 2025.

Chaque employeur public territorial est tenu de prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des agents, et doit disposer d'un service de

médecine professionnelle et préventive. Dans ce cadre, il peut conclure une convention avec un Service de Prévention et de Santé au Travail Interentreprises (SPSTI).

Santé au travail 72 est un SPSTI et dispose de l'agrément nécessaire pour permettre aux médecins du travail d'exercer régulièrement.

Il est proposé de confier à Santé au Travail 72, pour les agents de la collectivité, les missions de service de médecine professionnelle et préventive dans le cadre de la convention annexée à la présente délibération. La Communauté de communes propose à Santé 72 de mettre à disposition un local au sein d'un bâtiment communautaire afin de favoriser la proximité pour les visites des agents des collectivités locales environnantes.

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité :

- **D'ADHERER** à Santé au travail 72 afin qu'il exerce, pour les agents de la collectivité, les missions de service de médecine professionnelle et préventive,
- **D'APPROUVER** la convention d'adhésion annexée à la présente délibération,
- **D'AUTORISER** Le Président à signer cette convention,
- **D'AUTORISER** le Président à mettre à disposition de Santé 72 un local au sein d'un bâtiment communautaire afin de favoriser la proximité pour les visites des agents des collectivités locales environnantes.
- **QUE LES CREDITS** nécessaires seront inscrits au budget.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus.
Extrait certifié conforme.

Saint Calais, le 11 décembre 2025

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Sébastien MORIN

Michel LEROY